

**ATELIER SUR « DIAGNOSTIC ET OPTIONS DE SOLUTIONS POUR
L'AMELIORATION DE LA MAINTENANCE ET DE LA GESTION
DURABLE DES INFRASTRUCTURES SOCIALES DANS LES PAYS
DE L'UEMOA ».**

***DISCOURS DE MONSIEUR LE DIRECTEUR DE CABINET,
REPRESENTANT LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES***

**ENSEA
20-06-2007**

Monsieur le Représentant de la Commission de l'Uemoa ;

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;

Monsieur le Coordonnateur de l'Etude Commission de
l'UEMOA ;

Monsieur le Représentant de la BAD ;

Messieurs les Représentant des organisations
Internationales ;

Messieurs le Représentant du Cabinet SOFRECO.

Messieurs les Directeurs Généraux, Directeurs Centraux,
Sous Directeurs, Chefs de Services ;

Honorables invités ;

Mesdames et Messieurs ;

C'est pour moi un privilège de présider au nom de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, la cérémonie d'ouverture des travaux du présent atelier, organisé par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), en liaison avec notre Département ministériel.

Je voudrais en son nom, saluer tous les participants et particulièrement tous nos hôtes de l'UEMOA, à qui je voudrais demander de transmettre les remerciements et les félicitations du Gouvernement ivoirien, pour l'initiative de cette étude et de la présente rencontre.

En effet, le thème de cet atelier « **Diagnostic et options de solutions pour l'amélioration de la maintenance et de la gestion durable des infrastructures sociales dans les pays de l'Uemoa** », traduit l'émergence d'une vision nouvelle dans la gestion de nos infrastructures en général, et celles du domaine social en particulier. Il s'agit de la prise de conscience qu'une bonne politique d'entretien des infrastructures et équipements permet de les rendre disponible sur le très long terme, à des coûts moindres.

Force est de constater qu'à la pratique, dans les domaines aussi sensibles et vitaux comme ceux de la santé, de l'éducation et de formation, de l'hydraulique, le service public est à mal, voire inexistant, faute d'une maintenance conséquente.

La charge pour nos finances publiques devient rapidement insupportable et dissuasive. A la réhabilitation lourde, complexe et coûteuse qui s'impose alors, s'oppose l'alternative de la construction neuve.

Il est évident que si nos Etats sont conscients de la nécessité d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), ils doivent se donner les moyens d'y arriver par leurs efforts personnels. Il convient alors de rendre le service public disponible lorsque les infrastructures qui le soutiennent existent.

A cet égard, la prise de conscience devra conduire immédiatement à l'action. Il faut combattre l'indifférence face à la dégradation des infrastructures en mettant en place un dispositif de veille.

Il convient également de définir les normes d'évaluation et de prise en charge de l'incidence financière de l'entretien courant de ces infrastructures.

En raison de l'ampleur de l'effort financier à faire au démarrage, l'implication et la contribution des partenaires au développement sont à rechercher dans un cadre de gestion garantissant l'efficacité de leur intervention.

Mesdames et Messieurs ;

L'étude, objet de la présente rencontre vise à établir un diagnostic de la maintenance des infrastructures sociales dans les pays membres de l'Union. Ce diagnostic devrait conduire à la définition de stratégies et d'actions susceptibles de contribuer à améliorer durablement la qualité des bâtiments et des équipements du secteur public, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale.

Cette étude devrait également permettre d'évaluer l'impact des choix techniques et financiers sur la qualité des ouvrages et équipements sociaux. Il s'agira enfin d'identifier les dispositions organisationnelles et structurelles à prendre, notamment en matière de financement, pour une gestion plus efficace des infrastructures.

Ces objectifs rencontrent les attentes du Gouvernement ivoirien et des usagers du service public.

Je souhaite donc que l'ensemble des participants partage sans réserve leurs expériences, afin que la première phase de cette étude s'enrichisse des observations dont je ne doute point de la pertinence, eu égard à leur qualité.

Mesdames et Messieurs,

Aux partenaires au développement, particulièrement à la Banque Africaine de Développement qui accompagne l'UEMOA et nos Etats dans cette initiative, je voudrais réitérer les remerciements de Monsieur le Ministre. Au delà du financement de cette étude, je souhaite qu'ils nous accompagnent jusqu'à la mise en œuvre des conclusions, en s'associant au financement des travaux de réhabilitation à venir.

C'est sur cet appel que je voudrais, au nom de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, déclarer ouvert l'atelier National de réflexion sur la maintenance et la gestion durable des infrastructures sociales.

Plein succès à vos travaux.

Merci de votre aimable attention.